

le drapeau de la légitimité et du droit." Qu'il se hâte de conquérir l'Espagne, s'il ne veut régner sur des ruines.

Voici que la république commence à se ronger les poings. Au centre et au sud de l'Espagne c'est l'anarchie en grand qui fait place au gouvernement républicain. Pi y Margall qui tient les rênes du gouvernement à Madrid se trouve obligé de combattre les Caristes d'un côté et les radicaux de l'autre. Les uns sont les représentants de la justice, de l'ordre et de la légitimité, et les autres font renaître les excès de la Commune à Paris. Les internationaux, les socialistes et les radicaux de tout acabit se sont insurgé contre la république sans aucune raison qui vaille, quelquefois par l'initiative des ouvriers en grève et souvent par amour du pillage. Ils ont causé des troubles sérieux à Alcoy, Malaga, Séville, Almería, Valence, Grenade, etc., et là comme à Paris l'insurrection s'est annoncée par des massacres et des incendies.

Mais tout suit en ce monde une marche progressive ; à Paris on a fusillé les otages, à Alcoy plusieurs prêtres ont été pendus à des réverbères.

Pendant que ces horreurs se commettent sur une grande partie du territoire, que fait l'autorité qui a son siège à Madrid ? Elle lance des proclamations, elle péroré sur un ton indigné. Mais par un hasard providentiel il arrive souvent qu'il n'y a point de troupes sur le lieu du désordre. Les ministres en conseil décident de prendre des mesures énergiques, ils promettent de châtier sans pitié les coupables, ils annoncent à grand son de trompe l'arrivée des troupes afin que tout le monde en ait connaissance. Et voilà que les assassins et les chefs insurgés, qui suivent les nouvelles du jour et lisent les dépêches télégraphiques comme le commun des mortels, détalent à leur aise et sans crainte d'être arrêtés dans leur fuite.

* * *

La session du 13 Août, à Ottawa, a été une session *pro forma* qui a été prorogée dès le début par le Gouverneur-Général sur l'avis de ses ministres responsables. Il y avait là au grand complet la phalange des oppositionnistes qui voulaient avoir la session à tout prix, qui ont protesté contre le représentant de notre souveraine, qui ont fait éclater dans maints discours leur colère et leur indignation. Ce qu'ils voulaient était vraiment peu de chose. Lord Dufferin n'avait qu'à se conformer aux vœux de la minorité des membres de la Chambre, afin de laisser aux mécontents le loisir d'escalader les marches du pouvoir pendant l'absence de la majorité des députés ; et de suite l'âge d'or devait revivre. A les en croire il eut fallu que les accusations au sujet du Pacifique fussent considérées comme prouvées sans attendre l'enquête, et que les ministres au pouvoir fussent *prima facie* déclarés traîtres à la patrie et reconnus indignes de confiance. Dans de pareilles conditions un coup d'Etat eut été fort facile.

Voici ce qu'a répondu Lord Dufferin au mémoire de la députation oppositionniste :

" Vous m'engagez par des allégués loyaux et francs à décliner de me soumettre à l'avis unanime de mes ministres responsables